

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-France-et-le-phenomene-djihadiste>

La France et le phénomène djihadiste.

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mercredi 18 juin 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Les lignes de fuite sont les plus belles, mais elles comportent le plus grand risque, c'est de se transformer en lignes de mort » [Antonin Artaud](#) (1896-1948)

Interview de René Naba. Propos recueillis par Mayssa Ibrahim pour le site Al Ahd, site libanais de soutien à la résistance nationale libanaise.

Une posture d'orgueil à l'arrière-plan d'une nostalgie de grandeur.

Une posture d'orgueil à l'arrière-plan d'une nostalgie de grandeur.

Paris-Beyrouth/ Mayssa Ibrahim/ Al Ahd - La France a saisi le Conseil de Sécurité pour déférer l'ensemble du contentieux sur les crimes de guerre commis en Syrie à la Cour Pénale Internationale. Pourquoi cet intérêt soudain pour la justice internationale, alors que les djihadistes ont retenu en otage, pendant des mois, des religieuses et des journalistes français, sans la moindre condamnation française ? S'agit-il d'un lâchage des djihadistes ?

RN : En préambule, je souhaite expliquer la psychologie des Français sur la base des faits historiques avérés. Ils ont tendance à mésestimer leurs adversaires. Un trait de caractère constant. Cela leur a joué un sale tour dans le passé, mais ils ne retiennent pas les leçons. Ils récidivent et chaque fois en pire. A propos de la Cour Pénale Internationale, ils prennent les Russes et Syriens pour des imbéciles, alors que ses deux alliés campent sur une position avantageuse sur le terrain. De surcroît, Damas a quasiment rempli les conditions sur la destruction de son arsenal chimique et Bachar Al Assad, qui devait tomber chaque quinzaine selon les stratèges occidentaux, a entamé un troisième mandat présidentiel. Mais la ficelle est un peu grosse. Cela n'a trompé personne.

Primo : Sous cette apparence d'équidistance et d'impartialité, la France veut piéger en fait Bachar. Le pouvoir français qui digère mal sa réélection a voulu le discréditer en accréditant dans l'opinion occidentale l'idée que le président syrien est sans légitimité, un repris de justice. Les djihadistes vont s'évanouir dans la nature, des comparses comparaitront pour faire bonne mesure. La pression sera alors mise sur Bachar. Etant sur place il est susceptible de recevoir un mandat de comparution. Une résolution du Conseil de sécurité autorisant la saisine de la justice internationale constituerait un justificatif, en fait un alibi, pour les Occidentaux pour une intervention militaire en Syrie dans une guerre globale tant contre les djihadistes que contre Bachar Al Assad. Les djihadistes sont un alibi occidental.

Deuxio : Admettons pour la démonstration que les djihadistes soient déférés devant la justice internationale, cette mesure souligne, d'une manière patente, la duplicité et l'ingratitude occidentale. Les djihadistes qui ont été les alliés des Occidentaux sont donc désormais passibles d'être poursuivis par la justice internationale, alors qu'ils ont fait le « sale boulot » pour le compte de la France. C'est la deuxième fois qu'ils se font abuser et que l'on se moque d'eux. En Afghanistan et en Syrie.

Tertio : Sous Laurent Fabius, le Quai d'Orsay pratique une politique quelque peu tortueuse. Le Quai d'Orsay ne se gêne pas de côtoyer des terroristes. Il a reçu dernièrement Abdel Hakim BelHadj pour un éventuel arrangement politique, alors que ce chef djihadiste de Tripoli (Libye) a été poursuivi pendant dix ans par l'Otan dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Autre exemple, lors de la libération des journalistes français otages en Syrie des djihadistes pendant près d'un an, Laurent Fabius a pointé l'usage du Chlore dans les combats, sans la moindre allusion au comportement crapuleux des preneurs d'otage.

Doit-on en conclure que les « terroristes amis » sont des amis et les terroristes non amis sont de « dangereux terroristes ». A un certain niveau de responsabilité, il serait avisé d'être sérieux dans ses propos et respectueux des propres principes que l'on professe.

Quarto : Laurent Fabius pointe le fait que la Syrie n'a pas adhéré à la charte portant création de la Cour Pénale Internationale. Soit. Mais que dire des Etats Unis ? Que dire d'Israël ? Des amis de la France, donc excusables ? Curieux que la saisine de la justice internationale ne concerne pas les incubateurs des djihadistes. Est-ce là aussi parce qu'il s'agit des bailleurs de fonds des économies défaillantes occidentales, l'Arabe saoudite et le Qatar ? Une justice sélective est contreproductive. Laurent Fabius avait proposé au début du conflit la réforme du droit de veto du Conseil de sécurité. Mais sa proposition s'est révélée contreproductive pour Israël, il l'a alors enterré sans autre forme de procès. Il en sera de même pour la Cour Pénale Internationale en ce que la Russie et la Chine ont opposé leur veto. En quatre ans de guerre de Syrie, Russes et Chinois ont usé à 4 reprises de leur droit de veto, en tandem et la dernière fois, le 22 Mai 2014, alors qu'ils se trouvaient à bord d'un navire de commandement de la flotte russe pour ordonner des manoeuvres conjointes navales. Le message est clair. Le groupe de Shanghai veut avoir son mot à dire dans la gestion des affaires internationales. Mais ni la France ni les Etats Unis ne pourront accepter une défaite cuisante sur deux points chauds de l'actualité (Syrie et Ukraine), la même année. Alors ils chercheront un autre angle d'attaque.

L'Europe s'inquiète du danger djihadiste et a pris des mesures en conséquence pour freiner leur afflux en Syrie. Croyez-vous à l'efficacité de telles mesures ?

La France baigne dans la confusion et se trouve dans l'impasse quatre ans après le déclenchement de la guerre de Syrie. Elle est à plaindre, particulièrement le tandem Hollande Fabius, auparavant le duo Nicolas Sarkozy et Alain Juppé, devant le gâchis provoqué par leur politique tant en Syrie qu'en France. Son plan de lutte contre le djihadisme interne sera d'une efficacité toute relative ; D'une part, elle se trouve en porte à faux vis à vis de ses djihadistes qui sont théoriquement ses alliés objectifs. D'autre part, le djihadisme relève de nombreuses motivations : En premier lieu, le combat contre le pouvoir syrien a été encouragé par la propagande officielle française. En deuxième lieu, le levier djihadiste en France a été amplifié par un désir d'exaltation et de compensation des aspirants djihadistes devant un fort sentiment de frustration généré par les contraintes des dures réalités quotidiennes d'un pays en crise économique, exacerbée par une islamophobie ambiante. « Les lignes de fuite sont les plus belles, mais elles comportent le plus grand risque, c'est de se transformer en lignes de mort » (Antonin Artaud).

Les djihadistes français aussi pâtissent de la même pathologie. Le fait que la Syrie soit prioritaire à leurs yeux et non la Palestine donne la mesure de l'inversion mentale de ces personnes. Les Arabes sont récidivistes dans ce domaine, ce qui est d'une grande gravité. C'est la deuxième fois en trente ans, que la religion musulmane est instrumentalisée pour dévier le combat de libération de la Palestine. La première fois ce fut en Afghanistan (1980-1989) où pendant près de dix ans, 50.000 arabo afghans ont combattu l'Union soviétique, le principal fournisseur de matériel militaire aux arabes à l'époque, sans titrer le moindre coup de feu en faveur de la Palestine.

Les pays occidentaux, mais d'une manière particulière, le pouvoir français sont dans une impasse. Pendant trois ans, ils ont conditionné l'opinion sans la moindre critique à l'égard des excès des djihadistes. Il importait pour eux de gagner, sans trop regarder sur les moyens employés. Ils s'étonnent aujourd'hui des conséquences néfastes de leur propagande. Ils récoltent ce qu'ils ont semé. Quand tu chauffes à blanc des esprits fragiles, tu en subis les conséquences. C'est le propre de la démagogie.

Dans un premier temps, l'engagement djihadiste en Syrie a épargné aux Occidentaux le péril d'une intervention aléatoire, en leur laissant faire la sale besogne à leur place, c'est-à-dire, affaiblir la Syrie et détourner le Hezbollah de son point de mire israélien. Dans un deuxième temps, l'effet boomerang s'est révélé catastrophique sur eux. Des journalistes français pris en otage par les alliés de la France, le meilleur allié de la France, le Qatar, sinistre, via

Ansar Eddine, le Mali, un pays relevant du pré carré français en Afrique ; deux faits qui ont révélé la duplicité de la France plaçant le pouvoir dans une situation intenable devant son opinion, rendant surtout caduc son discours moralisateur.

La nouvelle stratégie française de prévention de la prolifération djihadiste prévoit trois niveaux d'intervention : le renseignement, le repérage et la prévention de la France de l'Islam radical. Quelle catégorie est visée par ce plan ?

Le plan est entré en action avant son annonce. N'oublions pas que la France compte près de six millions de personnes d'origine arabo-musulmane, et qu'il a longtemps paru commode, en vue de freiner l'intégration des arabo musulmans dans les luttes revendicatives (syndicats, partis politiques de gauche) de les aiguillonner vers le communautarisme et les revendications associatives et culturelles. Depuis l'Affaire Mohamad Merah (fusillade d'une école juive, assassinat de soldats français, en février 2012), les services français ont changé de fusil d'épaule, et plutôt que d'instrumentaliser des musulmans pour des opérations d'infiltration et de repérage, ont commencé à traquer les djihadistes en ce que l'alliance de la France avec les régimes rétrogrades arabes, sous couvert de lutte pour la démocratie, a libéré les tabous et provoqué beaucoup de vocation. Quand vous encouragez quelqu'un à mettre le feu sur une nappe inflammable, vous savez quand vous mettez le feu, mais vous ne savez pas comment le feu va prendre, ni quelle sera son intensité et son ampleur. C'est le propre de l'apprenti sorcier. Les pompiers peuvent éteindre l'incendie, mais pas empêcher les dégâts.

Ce plan anti djihad aura-t-il un impact sur la liberté d'expression en France ?

La censure est subtile et sournoise en France. Quiconque la brave, en paie un prix très fort. Tous les grands médias sont aux mains des grands groupes militaro-industriels, Le Monde, propriété du trio financier BNP (Bergé, Niel, Pigasse), le Figaro (l'avionneur Dassault) Europe 1 du marchand d'armes Lagardère, TFI du bétonneur Bouygues. Au sein de chaque rédaction se niche un agent d'influence de la diplomatie française. Pour le Monde ce fut Ignace Leverrier, un faux nom d'un ancien serviteur français à Damas, Wladimir Glassman, qui traquait toute pensée dissidente, une grande oreille doublée de son fils Frank Glassman, la grande gueule de l'administration. La bataille médiatique de Syrie a obéi à un schéma très simple. Tous ceux qui étaient hostiles à la politique du gouvernement français étaient considérés comme des traîtres. La France pourtant est un pays qui a connu de graves dérives et de grands délires (la collaboration de Vichy avec l'Allemagne nazie, les tortures de la guerre d'Algérie). Elle devrait tolérer la critique pour sa propre sauvegarde. Dans quelques années, il y a fort à parier, que les Français vont se mordre les doigts pour leur passivité et leur aveuglement.

Un colloque se tient en France du 9 au 25 juin pour un échange d'expertise sur le domaine du djihadisme et une session de formation à la lutte contre le terrorisme et de prévention pour la protection de la famille et de l'enfance.

La France va se livrer à de l'agitation pour détourner l'attention sur le revers représenté par la réélection du président Bachar Al Assad. La France fait face à de nombreux dangers, le danger djihadiste qu'elle a provoquée, mais aussi le grand banditisme (voir les règlements de compte quasi quotidiens à Marseille en en Corse), la corruption de ses élites (DSK, Bernard Cahuzac, le financement libyen de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy, l'affaire Bettencourt, les rétro-commissions du Pakistan, Bygmalion etc..). Les sessions de formation détournent l'attention.

La classe politique française n'est pas crédible. Il lui faut balayer devant sa porte. Reconquérir la confiance et le respect du peuple. Ce qui importe, c'est de contraindre la classe politique à une moralisation de la vie politique, d'observer un comportement exemplaire dans la gestion des affaires et un strict respect de la liberté d'opinion. Pour le tandem Hollande Fabius, faire face au désaveu électoral illustré par les deux défaites majeures du printemps 2014 (municipales et européennes). « Championne d'Europe de l'extrême droite », la France vit une crise économique

doublée d'une crise politique et d'une crise morale. Piteux bilan.

Les djihadistes français en Syrie relèvent de diverses couches sociales françaises, pas uniquement les plus pauvres. Quelle conclusion en tirez-vous ?

Chacun est mu par son équation personnelle. Cela ne change rien à l'affaire. Il y a eu un pré-conditionnement de l'opinion, un emballement amplifié par la croyance en une victoire facile et surtout le silence complice des pouvoirs politiques des pays occidentaux devant les excès. Al Jazira porte une responsabilité particulière dans l'intoxication de l'opinion arabe et sa démobilisation pour les grandes causes nationales (La Palestine, la mise en valeur des nouveaux gisements énergétiques aux larges de Gaza, du Liban et de la Syrie).

Dans quelle mesure la France va-t-elle procéder à une révision de sa politique ?

La France pâtit d'une nostalgie de grandeur qui la pousse à prendre une posture d'orgueil. Elle s'imagine être maître des opérations, alors qu'elle n'est qu'un rouage de la stratégie atlantiste. En 1940, elle nous a fatigué les oreilles avec son slogan, « nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ». Ils n'ont pas tenu plus de quelques mois. Et ils ont honteusement capitulé.

Quelles sont les estimations quant à la présence de djihadistes français en Syrie ? Constituent-ils le quota le plus important, parmi les Européens ?

Le rapport du bureau régional de la Brookings Institution, basé à Doha (Qatar) est explicite. Selon les estimations, le nombre des djihadistes français serait de l'ordre de 400. La répartition entre les groupes se fait en fonction des capacités financières de chaque mouvement et de la bienveillance de la Turquie à les autoriser à pénétrer en Syrie. Les djihadistes européens seraient au nombre de 3000 ; La présence des djihadistes français en Syrie fait du bruit pour la simple raison que Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, a fait beaucoup de bruit sans trop de résultats. La répartition entre les divers pays européens est sensiblement égale. Le nombre total des djihadistes en Syrie, de la Tchétchénie, à la Libye en passant par la Tunisie, les pétromonarchies et le Pakistan seraient au nombre de 100 000 à 120 000, selon le rapport de la Brookings. Les Français et les Européens sont donc une goutte d'eau dans la marre djihadistes. Beaucoup font beaucoup de bruit pour rien.

Près de 200 djihadistes de France, de nationalité française ou résident en France, seraient visé par la justice pour avoir participé au djihad en Syrie.

« [La justice enquête sur 200 djihadistes français](#) ». Le Monde, 6 juin 2014.

Avez-vous des indications sur une éventuelle collaboration entre les services français et syriens dans le domaine du combat antidjihadiste ?

Les Français s'imaginent que Bachar Assad va se prosterner devant eux, alors qu'ils sont responsables du démembrement de son pays (district d'Alexandrette), qu'ils ont mis à profit l'ambition de quelques binationaux franco syriens avides de pouvoir pour mettre sur pied une opposition fantoche.

Nicolas Sarkozy (France), Khalifa Ben Hamad et Hamad Ben Jassem, (Qatar), le libanais Wissam Al Hassan, un des plus actifs dans l'armement de l'opposition syrienne, Robert Ford (Etats Unis), Bandar Ben Sultan (Arabie saoudite) et Eric Chevallier (France) ne sont plus là et la France attend toujours que Bachar se prosterne. Les Français se trompent : Bachar Al Assad n'est ni Ben Ali, ni Moubarak.

Avec le surge de l'ISIS (Dahe'ch) en Irak, les Français sont plongés dans le plus grand embarras et d'une manière générale, les occidentaux tétanisés. Il faut impérativement que Laurent Fabius cesse de se considérer comme le petit génie de la diplomatie internationale qu'il se pénètre du principe de réalité -et non du déni de réalité- et les choses iront mieux pour tout le Monde. Fabius devra écouter ses siestes et phosphorer davantage. Le plus capé de France fait rire sous cape bon nombre de ses ennemis, mais aussi et surtout de plus en plus, beaucoup de ses amis. Dur, Dur la démagogie.

Pour aller plus loin :

[Le rapport du bureau régional de la Brookings Institution sur le phénomène djihadiste](#)

René Naba pour [En point de Mire](#)

[En point de Mire](#). Paris, 18 juin 2014.

Post-scriptum :

* **René Naba** : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information.

René Naba est l'auteur des ouvrages suivants :

- ▶ « **De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde** » Editions l'Harmattan Mai 2009
- ▶ « **La Libye, la révolution comme alibi** » Editions du Cygne septembre 2008.